Femmes originaires de Turquie en France où en est l'intégration ?

Hamit BOZARSLAN

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/560>

DOI : 10.4000/cemoti.560

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1996

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Hamit BOZARSLAN, « Femmes originaires de Turquie en France où en est l'intégration ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 21 | 1996, mis en ligne le 04 mai 2006, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.560>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Tous droits réservés

Femmes originaires de Turquie en France où en est l'intégration ?

Hamit BOZARSLAN

- 1 Les immigrés originaires de Turquie n'ont guère tardé à comprendre que le retour au pays, après avoir accumulé les richesses nécessaires, s'avère impossible. Dans les années 1970 l'immigration n'était plus considérée comme une parenthèse mais plutôt comme une expérience collective, s'inscrivant dans la durée, s'éparpillant à travers l'Europe. Le regroupement familial s'est alors imposé comme un choix plus ou moins conscient. Si bien que la communauté turque a très tôt eu tendance à se féminiser. En France, en 1975 déjà, les femmes représentaient 25.7% (13.070 personnes) de cette immigration qui n'en était pourtant qu'à ses débuts. Leur proportion est passée de 42.3% (51.480 personnes) en 1982 à 44.8 % (89.626 personnes) en 1990. La poursuite des regroupements familiaux, et les stratégies d'alliances matrimoniales privilégiant les mariages avec les jeunes demeurant au pays d'origine, sont autant d'éléments qui aboutiront à une quasi parité à l'horizon de l'an 2000.
- 2 Si l'immigration turque en France est peu étudiée, la recherche se fait encore plus rare sur sa composante féminine¹. Plus que les autres Etats d'Europe, la France la connaît à travers les passions qu'elle soulève et la place que lui accordent les médias lors d'une affaire de foulard ou lors de faits divers, par ailleurs alarmants, comme l'assassinat, par sa propre famille, d'une adolescente turque à Colmar.
Sous les doctrines : la femme sociologique
- 3 Ces passions s'expliquent à la fois par les conditions propres à la Turquie et au monde musulman, et par les enjeux spécifiques à la France. Concernant le premier point, force est de constater que depuis près d'un siècle, la question féminine constitue le point nodal de nombreux débats et expériences dans les pays musulmans - comme on le lit à travers des ouvrages rédigés depuis les années 1910² et, de nos jours, à travers une abondante littérature³. En effet, l'"émancipation" féminine est généralement conçue par les élites occidentalisées du monde musulman comme le critère par excellence de la "modernisation". A l'inverse, la préservation de l'"honneur de la femme" (au sens de respectabilité, d'intégrité et de pureté) constitue indéniablement le cheval de bataille

de l'Islam radical et de son programme appelant à imiter l'exemple d'*Asr-i Saadet*⁴. Ce clivage, transplanté dans l'immigration, transforme la question féminine en enjeu primordial pour les défenseurs immigrés de la "modernité" et de l'"islamité"⁵.

- 4 Mais le statut de la femme est également une question importante, symbolique et juridique, pour les sociétés occidentales, notamment la société française. L'affaire des foulards qui mobilise certaines communautés musulmanes pour de multiples raisons, et non pas uniquement par "fanatisme" religieux⁶, est de ce point de vue exemplaire. Elle démontre, ainsi que le confirment de nombreuses enquêtes, que l'image que la société d'accueil a d'une communauté musulmane est surtout déterminée par le statut qu'elle impose à ses femmes.
- 5 On peut facilement imaginer les déchirures que cette fonction d'"enjeu" implique pour les femmes immigrées. En effet, elle devient l'instrument par lequel les projets politiques tentent d'inventer l'"homme nouveau". La femme est accusée, dans un cas comme dans l'autre, d'être responsable de ne pas se conformer à la norme. Son sort n'est pas discuté en termes sociologiques mais en termes quasi métaphysiques. Le fait qu'elle ne soit pas émancipée ou au contraire insoumise est interprété comme le résultat des "ténèbres du fanatisme religieux", ou celui de la "dépravation occidentale" commandée par un esprit diabolique suffisamment attrayant pour captiver la femme "musulmane". Et la normativité est nécessairement accompagnée d'une violence symbolique, si ce n'est de sanctions. Ainsi, porter le foulard peut aboutir à l'exclusion des jeunes filles hors de la société française, alors que ne pas le porter est parfois la cause certaine de leur exclusion hors de leur propre communauté. Cette exclusion au nom de la "pureté" provoque des situations difficiles à gérer et multiplie le nombre des fugues.
- 6 Ces idéaux ne déterminent pas uniquement le statut des femmes, mais ils hypothèquent aussi la recherche. Pris dans ce piège, le chercheur en arrive à oublier parfois les règles les plus élémentaires de son métier. Ainsi n'observe-t-il plus que, bien avant la "réislamisation" du monde musulman, la "laïcité" étatique avait du mal - alors qu'elle régnait sans partage - à changer la condition féminine et à permettre aux femmes une meilleure intégration. En Turquie comme ailleurs, la femme "laïque" n'est pas nécessairement plus "émancipée" que la "religieuse" parce qu'elle a un mari "laïque". Le chercheur finit par oublier que le statut personnel des femmes n'est pas exclusivement déterminé par une normativité religieuse, mais aussi par une multitude de variables d'ordre social, économique et culturel. Il ne réalise plus que le nombre surprenant de femmes hautement qualifiées (médecins, avocates, ingénieurs, professeurs d'université) dans les pays musulmans n'a pas été arraché par la "laïcité" aux "ténèbres", mais que ces femmes faisaient partie des milieux aisés et qu'elles ont eu un accès plus large à l'éducation et aux ressources culturelles.
- 7 De même, les termes du débat rendent malaisée l'étude des sociétés et des immigrations musulmanes. En effet, l'Islam a beau se présenter et être présenté comme *din kamil wa shamil* (de l'arabe : religion complète et totale), il n'en reste pas moins que les sociétés⁷, et surtout les communautés musulmanes immigrées se plient rarement à la normativité imposée par un régime ou une organisation "islamistes". Qu'il s'agisse de la question féminine ou d'autres enjeux, elles parviennent à inventer des réponses, souvent en porte-à-faux avec les prémisses les plus élémentaires de la religion. De même, quel que soit le degré de coercition ou de conviction qu'elles exercent, les organisations politiques de l'islam radical ne parviennent que rarement à imposer leur

emprise totale sur les communautés immigrées. Au contraire, elles finissent souvent elles-mêmes par subir un processus d'acculturation, facilité par le contact avec le milieu d'accueil. Ainsi, n'est-il point étonnant que les auteurs islamistes aient recours, parallèlement au Coran, à des écrivains catholiques ou à des ligues anti-féministes occidentales, pour justifier leurs exigences auprès des jeunes filles immigrées⁸. Il est douteux que ce recours aux références occidentales puisse faciliter l'émancipation des femmes.

Notre recherche

- 8 Voulant dépasser ces positions idéologiques et normatives, Gaye Salom et moi-même avons cherché à comprendre la place des femmes turque dans une communauté immigrée en France. Dans cet esprit, nous avons lancé en 1992 une vaste couverture l'ensemble de la France, basée sur un échantillon de 106 femmes originaires de Turquie⁹.
- 9 Nos observations empiriques nous ont convaincus de la nécessité d'intervenir partiellement sur la composition de cet échantillon. Sensibles à l'hétérogénéité ethnique et confessionnelle de cette immigration, nous avons décidé de la prendre en considération. Ainsi, notre échantillon était composé de 71,6 % de femmes d'origine turque, 21,6% d'origine kurde, les 6,8% restants appartenant à d'autres groupes ethniques (laze, géorgien, kazakh). Nous avons respecté la même hétérogénéité concernant les appartenances confessionnelles : 89 femmes (dont 10 Kurdes) étaient sunnites, 17 (dont 13 Kurdes) aléviées. La sur-représentation du groupe alévi kurde, variable sur laquelle nous ne sommes pas intervenus, a conforté nos observations empiriques.
- 10 Ces chiffres ne sont pas fournis uniquement à des fins statistiques. En effet, "l'immigration turque" ou la "communauté turque" sont des expressions qui sont loin de refléter les divisions internes, influentes également dans le milieu féminin. Dans certains cas, comme à Nevers, l'occupation de l'espace obéit à des clivages linguistiques et confessionnels. Dans la plupart des cas, les fréquentations, la socialisation et les stratégies matrimoniales obéissent elles aussi à ces distinctions de base. A titre d'exemple, sur 105 femmes mariées de notre échantillon, une seule l'était à un homme de confession différente.
- 11 La même hétérogénéité s'observait également concernant des lieux de provenance. Notre échantillon était composé en majorité de femmes issues des régions qui fournissent traditionnellement de la main d'œuvre : Anatolie centrale (32 femmes), mer Noire (26 femmes) et Anatolie de l'est et du sud-est (18 femmes). La plupart d'entre elles avaient suivi leurs maris partis pour des raisons économiques. Les époux de certaines autres étaient cependant des exilés politiques (notamment les Kurdes alévis de Maras). Quelques-unes, enfin, s'étaient installées en France avec leurs parents et avaient passé leur enfance ou adolescence dans l'Hexagone.
- 12 Issues d'horizons divers, ces femmes étaient également éparpillées en France. En effet, si la région parisienne continue d'abriter quelque 20% de l'immigration turque, celle-ci, à l'instar des immigrations maghrébines, se répand aussi dans la plupart des régions françaises. 18,8% de notre échantillon (20 femmes) résidaient en Ile-de-France, 7,5% (8) en Bourgogne, 17,1% (18) en Alsace, 7,5% (8) en Lorraine, 9,4% (10) dans le Centre, 18,9 % (20) en Rhône-Alpes, 8,5% (9) en Auvergne, 5,7% (6) en Basse Normandie et 6,6% (7) en Franche-Comté.

- 13 La majorité d'entre elles (78) s'étaient installées en France après 1975, à savoir après l'arrêt officiel de l'immigration. Jeunes (encore aujourd'hui la majorité a moins de 40 ans¹⁰), elles venaient d'un pays où la scolarisation était obligatoire et gratuite depuis des décennies. Elles n'étaient pourtant pas ou peu éduquées¹¹ : 29 d'entre elles n'avaient jamais été scolarisées, 14 avaient quitté l'école avant d'obtenir le certificat de l'école primaire, 42 avaient obtenu ce certificat mais n'avaient pas poursuivi leurs études au-delà. 11, dont quelques-unes, élevées en France, avaient quitté l'école avant d'obtenir le diplôme du collège (équivalent au Brevet des Collèges français). Seules 7 avaient obtenu le diplôme du collège ou étaient allées plus loin dans l'éducation.
- 14 105 sur 106 de notre échantillon étaient mariées. Cette proportion ne nous donne sans doute pas une image fidèle de la situation matrimoniale dans l'immigration, car si notre enquête prenait en compte les membres de la deuxième génération, elle ne portait pas spécifiquement sur elle. Nous savons que pour les jeunes filles qui réussissent leur scolarité, l'âge du mariage est considérablement retardé. Par ailleurs, nous sommes surtout passés par des circuits familiaux et associatifs pour composer notre échantillon, ce qui nous a amenés presque naturellement à des femmes mariées.
- 15 Ces réserves méthodologiques faites, dans notre échantillon, nous constatons que le mariage est plus répandu en Turquie où 91,8% des femmes de plus de 18 ans sont mariées. De même, le divorce, reconnu en droit depuis les années 1920 par le Code civil, est un événement plutôt rare (dans notre échantillon, 2 divorcées dont une remariée). L'âge du mariage demeure souvent précoce : 33 femmes interrogées s'étaient mariées avant leur majorité (18 ans en Turquie comme en France), 46 entre 18-20 ans, 20 entre 21-25 ans, seulement 6 au-delà de 26 ans. En situation d'échec scolaire, l'âge du mariage semble être également très jeune pour les jeunes filles de la deuxième génération. De la même manière, la première maternité, véritable rite de passage qui instaure un statut d'égalité avec les autres femmes, est relativement précoce : elle a lieu avant l'âge de la majorité pour 14 d'entre elles, entre 18 et 20 ans pour 30 d'entre elles, entre 21-25 ans pour 45 d'entre elles. Seules 10 femmes de notre échantillon avaient eu leur premier enfant après 25 ans.
- Le contrôle social communautaire et les nouvelles responsabilités de la femme
- 16 Le milieu féminin, dans l'immigration comme dans les quartiers populaires nouvellement construits des grandes métropoles turques¹², évolue au gré du contrôle social de la communauté. Cette institution informelle délimite à partir d'un système de normes le champ du "répréhensible" ou du "conforme". Elle s'élabore dans la cohésion, autour des normes qui codifient les comportements, hiérarchisent les rapports et tracent les limites du privé et du public, tout comme les limites et les formes de la socialisation. Elle fixe enfin les rôles masculin et féminin.
- 17 Cette normativité est largement translinguistique et trans-confessionnelle, autrement dit elle s'impose à l'ensemble du groupe. Elle n'est pas uniquement imposée d'en haut (des hommes, des associations, des mosquées, des consulats etc.). Elle est également le résultat logique et coercitif de la construction identitaire du groupe minorisé et de l'"action collective"¹³ des immigrés et des immigrées. Il faudrait cependant convenir que des facteurs identitaires ou politiques (islamité, alévitité, turquicité, kurdicité, emprise des organisations politiques radicales) sont autant d'éléments, complémentaires ou contradictoires, qui participent également à la régulation de la vie communautaire et familiale. Ils apportent le stock symbolique nécessaire au contrôle social et en élaborent les mythes fondateurs et les métaphores, dotés d'une véritable

capacité coercitive¹⁴. La relation entre la normativité communautaire et les discours quelque peu excentrés par rapport au vécu des immigrés (transformation de la Turquie en un état socialiste, nationaliste ou islamiste, libération du Kurdistan, etc.) n'est cependant pas facile à saisir. Dans certains cas, comme dans l'affaire des foulards, il est aisé de constater l'instrumentalisation de la communauté par des militants politiques. Dans d'autres cas - s'agissant par exemple du rétablissement de l'autorité parentale, sérieusement ébranlée dans l'immigration -, la communauté elle-même a recours aux organisations politiques ou religieuses (de même, a-t-elle, à des fins de médiation avec le milieu d'accueil). Ces liens expliquent que le contrôle social se formule au croisement des organisations politiques ou religieuses et des mécanismes de défense et d'adaptation engendrés par la communauté elle-même. Ce contrôle s'exerce sur l'ensemble des membres du groupe¹⁵.

- 18 Il est particulièrement efficace (notamment lorsqu'il est combiné avec un discours politique ou religieux et militant) auprès des femmes et des enfants, deux catégories qui en sont les principaux enjeux. Le choix de ces deux catégories n'est nullement fortuit. Les enfants sont la garantie de la perpétuation de la communauté. Les femmes constituent quant à elles le critère de l'authenticité et la garantie de la pureté de la communauté. Elles sont aussi chargées de transmettre ses valeurs et sa normativité aux enfants. Dans le même temps, ces catégories, considérées comme mineures, sont aussi les plus susceptibles de menacer la cohésion et la reproduction de la communauté de l'intérieur. Les enfants et les adolescents sont par excellence exposés à une socialisation échappant à la communauté. Ils sont donc en contact avec d'autres modèles proposés par la société d'accueil. Les femmes composent également une catégorie sensible aux effets de l'acculturation, aux contacts avec l'autre. Elles sont sensibles à la tentative de l'émancipation. Considérée comme le pivot de la cohésion sociale et de la "pureté" de la communauté, la conformité de la femme à cette normativité devient alors tout naturellement le principal but du contrôle qui se concrétise par des sanctions. Ces sanctions sont rarement physiques¹⁶, mais elles consistent souvent à exclure le contrevenant ou à l'isoler. De nombreux témoignages montrent leur efficacité, contraignant parfois les femmes à une situation encore plus difficile qu'en Turquie, notamment en ce qui concerne les habitudes vestimentaires¹⁷.
- 19 Il serait cependant erroné d'interpréter ce contrôle social en termes unidimensionnels et rigides. Certes il est constamment renforcé par la reproduction du modèle familial, notamment de la famille patriarcale qui revient en force dans le cadre de l'immigration et qui renforce le poids des beaux-parents dans la famille. Ce renforcement qui a lieu à un moment déjà avancé de l'expérience migratoire, amène également de nombreuses mutations : les besoins de la communauté changent, ses critères de "protection" par rapport à l'extérieur s'assouplissent ou se durcissent. Malgré le poids grandissant des parents, la socialisation partielle des enfants dans un milieu francophone changera très probablement les modalités du contrôle pour les deuxième et troisième générations. De plus, en règle générale, le contrôle social communautaire se formule en termes concurrentiels avec le contrôle social émanant de la société française, celui-là également doté d'instruments juridiques, donc plus difficile à esquiver. La communauté peut envisager l'"exclusion" du "contrevenant", mais elle ne peut franchir le pas qui transformerait la sanction en un châtiment physique, ce qui explique que les fugues se terminent le plus souvent par des ruptures plutôt que par des homicides comme à Colmar.

- 20 Le contrôle social communautaire se trouve donc limité par d'autres facteurs et révèle, de toute manière, des faiblesses importantes qui s'expliquent également par la non-insularité du groupe. L'une d'elles s'observe au niveau des structures familiales. En effet, non seulement les rapports du couple, mais aussi les rapports parents-enfants sont sujets à de nombreuses tensions dont les femmes parlent aisément. Dans la plupart des cas, les femmes ne sont pas seulement dépourvues d'autorité vis-à-vis des époux, mais aussi vis-à-vis de leurs fils. L'homme continue à détenir l'autorité suprême de la "chaîne masculine" de la famille, refusant dans la majorité des cas de la déléguer au profit de la femme.
- 21 L'organisation de l'espace dans l'immigration qui est fort distincte de celle que nous observons en Turquie, l'absence d'éléments de "substitution" ou d'"équilibre" dans la vie de quartier (oncles, "aînés", "barbes-blanches", etc.) ainsi que la socialisation de l'homme qui se fait souvent en dehors de l'espace de "mixité" des deux sexes (et parfois, du quartier), créent de sérieux problèmes que la femme ne peut ni résoudre ni maîtriser, mais dont elle doit assumer les conséquences. Cette brèche dans le contrôle familial a de lourdes répercussions sur le contrôle social. Elle élargit l'espace des enfants mâles mais aboutit en contrepartie presque systématiquement à l'échec scolaire et, dans la plupart des cas aussi, à la petite-délinquance.
- 22 La femme devient alors l'objet de multiples attentes contradictoires et se trouve confrontée à de nouvelles responsabilités pour lesquelles elle n'est ni préparée ni équipée. En effet, comme le précise J. Barou, "les femmes, les mères de famille en particulier, constituent le point nodal pour la compréhension de cette complexité de situation. Elles sont placées à un carrefour d'exigences contradictoires : maintenir des liens avec le pays d'origine, favoriser autant que faire se peut la réussite scolaire de leurs enfants, participer à la production des ressources du ménage, transmettre aux enfants le respect des valeurs de la culture d'origine tout en les guidant dans la découverte des codes qui permettent de bien se diriger dans la culture du pays d'accueil"¹⁸.
- 23 Mais dans cet exercice, les femmes sont souvent dépassées, spectatrices, elles se résolvent en dernière instance, à la fatalité et à la reproduction de la normativité par une sur-accentuation du contrôle sur les filles, seuls éléments sur lesquels elle peut encore exercer une autorité. "Les marier honnêtes", objectif de l'une des femmes interrogées, nous choque au premier abord par sa cruauté, mais témoigne du désarroi de ces femmes devant la perte du contrôle et de leur volonté d'éviter le "pire".
- 24 De plus, la perception de l'enfant fait de "chair et d'os", dépourvu de psyché¹⁹, complique d'autant les relations des mères avec leurs filles, les préparant mal aux fugues, à la "crise d'adolescence" et surtout aux ruptures qui se multiplient à mesure de la croissance de la deuxième génération. Dans la plupart des cas, dans cette situation de désarroi familial, la responsabilité de la mère est clairement évoquée par la communauté et par le reste de la famille.
- Le rapport avec l'environnement français
- 25 Le fait de devenir un "enjeu" à la fois pour la communauté et pour la société française crée également une situation difficile à maîtriser pour les femmes. Non intégrées, elles sont exclues de la société française. A cette exclusion elles opposent, comme les hommes²⁰, une auto-exclusion. A l'image des Français qui créent "le Turc", en massifiant ces immigrés en "ils", les femmes turques créent "le Français" en les massifiant également en "ils" qu'elles essayent de comprendre²¹.

- 26 Toutefois, cette compréhension est limitée par les outils dont elles disposent. Exceptées celles qui sont arrivées enfants en France, les femmes n'ont que peu de rapports avec l'univers culturel de leur environnement. Elles étaient déjà de grandes consommatrices de cassettes vidéos en turc²². Aujourd'hui, les antennes paraboliques accentuent leur enfermement, entraînant par là même aussi les enfants d'âge préscolaires. Leur socialisation se fait essentiellement à l'intérieur de la communauté immigrée, notamment dans un milieu féminin, incluant rencontres et "réceptions". Dans la plupart des cas, les achats du samedi dans un hypermarché, avec le mari ou avec plusieurs couples amis, *hemsehri* ("pays") de préférence, constituent le seul moment de socialisation mixte (hommes-femmes et turque-française). On comprend alors que ces courses hebdomadaires dans les grandes surfaces prennent l'aspect d'un rituel attendu avec impatience par les femmes.
- 27 Ce double mouvement, exclusion et auto-exclusion, n'interdit cependant pas un lent processus passif d'acculturation et d'adoption de modèles du pays d'accueil. Quelques passerelles lient la femme immigrée à la société française, voire européenne²³. Les images transmises par la "télévision turque" sont de ce point de vue de nature à faciliter l'"adoption" car elles véhiculent un mode de vie occidental : saisir l'analogie des émissions en turc et en français permet à la femme de créer un trait d'union avec l'univers qui l'entoure et de cultiver une image de soi projetée dans l'autre, dans la femme qu'elle aurait voulu être, dans la femme telle qu'elle imagine la Française²⁴.
- 28 Cette projection n'est pas uniquement vraie dans les choix des achats hebdomadaires qui se distinguent peu de ceux des ménages français (excepté le porc) ou dans le spectacle télévisé, mais également sur un point aussi sensible que l'habillement. On observe clairement que, quelle que soit leur propre marge de manoeuvre²⁵, les femmes se projettent dans leurs filles au moins sur ce plan. A titre d'exemple, 84 % de notre échantillon sunnite (60) disaient se couvrir la tête. Même si nous ne disposons pas d'enquêtes nous permettant une comparaison avec la Turquie, nous pouvons néanmoins supposer que cette proportion est nettement plus élevée ici que dans le pays d'origine. Par ailleurs, ici comme là-bas, le problème du foulard se présente comme une affaire hautement politisée, à forte capacité mobilisatrice. Il n'en reste pas moins que si elles sont "intransigeantes", pour de multiples raisons, et pas seulement des raisons religieuses²⁶, concernant leurs propres attitudes vestimentaires, les femmes interrogées présentent une vision différente concernant la deuxième génération. Parfois assortie de la condition de réussite scolaire, l'"occidentalisation" vestimentaire est un "droit" reconnu à cette génération :
- "les filles d'ici ne se couvrent pas. En Turquie [ma fille] l'aurait sûrement fait" (38 ans, de Sinop, non scolarisée).
  - "les filles vont à l'école. Elles ne se couvrent pas. En plus, elles sont jeunes. Pourquoi devraient-elles donc se couvrir ?" (48 ans, de Kars, 5 ans de scolarité).
  - "les filles sont libres" (53 ans, d'Adana, 5 ans de scolarité).
  - "leur islamité est dans leur cœur" [elles n'ont donc pas besoin de signes extérieurs pour affirmer leur appartenance religieuse] (42 ans, de Yozgat, 5 ans de scolarité).
  - "les filles se couvriront après leur mariage" (40 ans, de Sivas, non scolarisée).
  - "qu'elles décident [elles-mêmes] une fois qu'elles auront 17 ans" (37 ans, de Kirsehir, diplômée de lycée technique).
  - "les filles vivent ici. Il faut qu'elles s'adaptent" (27 ans, 5 ans de scolarité)²⁷.
- 29 Une transformation analogue peut être observée dans les pratiques de maternage qui concernent cette fois-ci aussi la vie quotidienne des femmes de la première génération et leur permettent d'obtenir une relative ressemblance par rapport aux Françaises.

Quelle que soit l'influence de la "belle-mère" dans la famille, les femmes qui ont connu une maternité, et en Turquie et en France, ont rapidement abandonné les pratiques du pays d'origine (couches en tissu, allaitement prolongé, emmaillotage) pour adopter l'hôpital et ses conseils (couches jetables, petits pots, poussette, pas d'emmaillotage, etc.). Pour les femmes qui n'ont connu qu'une maternité en France, la transition est complète. A travers cette transformation, l'hôpital qui, on l'oublie souvent, constitue l'un des rares milieux de socialisation "mixte" (turco-française), sert largement d'école d'apprentissage d'hygiène.

- 30 L'idée d'aisance et de confort matériel fait également son chemin parmi elles et constitue un facteur qui va dans le sens de la régulation des naissances. Certes, on constate que le taux de natalité reste élevé et que, comme en Turquie, un écart important existe entre le nombre d'enfants désiré et le nombre de naissances. De même, la fécondité est un "don" exploité jusqu'à la fin de l'âge de procréation. Ainsi, il n'est pas rare qu'un écart d'âge important, pouvant aller jusqu'à 22 ans, sépare les aînés des benjamins. Malgré ces éléments qui tendraient à faire croire que le "modèle campagnard" est transplanté dans l'immigration, nous n'en observons pas moins une nette transformation des pratiques et des mœurs liées à la reproduction : le nombre d'enfants par femme tend à diminuer considérablement²⁸.
- 31 Ce fait ne s'explique pas par la tendance en cours dans les grandes villes turques, mais plutôt par les conditions françaises et les contacts avec la société d'accueil. En effet, ce ne sont pas les femmes les plus jeunes ou celles qui sont venues tardivement de Turquie qui ont tendance à avoir moins d'enfants, mais plutôt celles qui sont installées en France depuis plus longtemps. Celles qui sont arrivées en France entre 1975 et 1982 ont en moyenne 5,42 enfants, alors que pour celles qui sont en France depuis 1975 ce chiffre n'est que de 3,95.
- 32 Cette régulation se fait par une utilisation plus répandue des moyens contraceptifs. Il est vrai que ceux-ci servent parfois à écarter les grossesses plus qu'à en diminuer le nombre. Toujours est-il que dans ce domaine délicat, les consignes de certaines organisations religieuses, par ailleurs en complète opposition avec les légistes islamistes et la *Sunna* du Prophète²⁹, ne sont nullement suivies : les femmes sont 81% à utiliser ou à avoir utilisé avant leur ménopause un moyen contraceptif, pour 5,6% d'entre elles ce sont les maris qui "se protègent". Il en va de même concernant le nombre des avortements dont l'existence est un secret de Polichinelle dans la communauté. Souvent pratiqué "clandestinement". Ainsi, si elles ont été 6 à en avoir fait pratiquer un, et 8 deux avortements ou plus en Turquie, ce chiffre est respectivement de 25 et de 13 dans l'immigration (sur un échantillon de 102 mères). Le recours si fréquent à cette pratique semble signifier que la femme, impuissante à s'opposer à la décision de l'homme d'avoir un nouvel enfant, finit par imposer son choix après la conception³⁰.
- 33 Toujours dans le même registre, 58 femmes vont régulièrement chez le gynécologue, pratique quasiment absente chez les femmes du monde rural turc. Pour évaluer l'importance de cette nouvelle pratique, il suffirait de noter l'absence de prévention en Turquie et dans la communauté en France.
Le vécu de l'immigration ou l'intégration au féminin
- 34 Pour l'ensemble de la communauté, les relations avec la Turquie s'amenuisent. Les voyages se raréfient au fil des années, les lettres sont remplacées par le téléphone, nécessairement coûteux donc rarement utilisé. Par conséquent, le rapport à "la France"

prise comme une entité géographique, le quartier ou le HLM où l'on est installé etc., est donc clairement assumé. La plupart des projets d'avenir ont la France pour terre de réalisation : seules 16 femmes (15% de notre échantillon) désirent retourner en Turquie. Si 9 femmes n'ont pas de projet précis, les autres en ont, il est vrai concernant la famille ou les enfants, mais tous liés à la France. Certaines expriment même la mobilité à l'intérieur de la France (s'installer dans une autre région) comme projet d'avenir.

- 35 Toutefois, ce rapport délaisse largement la France culturelle, politique etc. Il n'exclut pas non plus que la "socialisation parallèle" fasse partie de la normativité communautaire³¹. Cet impératif de socialisation "intra-turque" est l'un des éléments constitutifs de l'intensité de l'*ethnic business* turc dans l'immigration.
- 36 Il marque également le milieu féminin et explique, autant que le "code d'honneur" et les "impératifs coraniques" chargeant l'homme de subvenir aux besoins de sa famille, l'absence des femmes dans la vie professionnelle. Mais cette absence est aussi rendue inévitable par la faible scolarisation et les barrières linguistiques. Si l'on exclut les femmes qui ont auparavant travaillé ou travaillent à domicile (dans le textile notamment), seules 13,2% d'entre elles ont une vie professionnelle, donc peuvent connaître une socialisation à travers la vie professionnelle. Pour celles qui ne travaillent pas, les relations avec l'autre restent au niveau de *bonjourlasma* (échanger un bonjour, terme inventé en France), même lorsque l'autre occupe une place dans le même espace physique ou partage le même étage³².
- 37 Comment expliquer l'assimilation de la "France" comme son "milieu" et cette faiblesse de relations avec la société française ? Afin d'élaborer une réponse à cette question, il convient de comparer les immigrations indo-pakistanaïses ou maghrébines d'un côté et l'immigration turque de l'autre. De par un passé de colonisation, les premières partagent de nombreuses références culturelles avec leurs milieux d'accueil et entretiennent des relations conflictuelles avec eux. Or, qui dit relations conflictuelles dit néanmoins échanges et curiosité réciproque. A l'inverse, l'immigration turque ne se définit pas en termes conflictuels avec son milieu d'accueil. Cette absence de litige historique est *a priori* un élément susceptible de faciliter l'intégration, mais en contrepartie, elle pousse la communauté à entretenir des relations d'extériorité et à renforcer ses réseaux très fermés. Elle risque donc de la condamner à une auto-exclusion.
- 38 En deuxième lieu, il convient de se pencher sur l'expérience migratoire d'un point de vue global, problématique qui dépasse la question des femmes. Dans l'immigration turque comme dans la plupart des autres immigrations, l'objectif initial de l'expérience migratoire est d'accumuler rapidement les richesses nécessaires afin de retourner au pays. Si le séjour en France était accepté, c'est parce qu'il devait permettre ce rêve. La France devait rester uniquement une "terre d'exil passager".
- 39 Ces prédispositions mentales qui se situent à l'exact opposé du choix du regroupement familial, mais qui coexistent avec lui, déterminent durablement l'attitude des immigrés par rapport à cet univers inconnu, aboutissant à une idéalisation du pays d'origine³³. Sans nécessairement réduire l'expérience migratoire à une réponse aux seules conditions économiques³⁴, il convient cependant de manier les témoignages de cette idéalisation avec beaucoup de précautions car elle rend l'aventure migratoire paradoxale³⁵.

- 40 Ces témoignages, qui ne nous permettent pas d'évaluer avec exactitude le niveau de vie de ces femmes dans leur pays d'origine, nous font cependant comprendre que l'expérience migratoire a été mal appréhendée et plus difficile pour les Turcs que pour les Maghrébins. Elle était aussi davantage ressentie telle par les femmes que par les hommes, ces derniers ayant déjà connu une socialisation par le travail en France. Le pays d'origine a été alors idéalisé dès les premières minutes de séjour en France, marquées par des impressions très peu réalistes :
- 41 *"C'était pire que le village. Nous avons voulu retourner tout de suite"* (32 ans, Elazig).
- 42 *"C'était le pays des kâfir, je n'ai pas pu manger de leur pain. Ils me regardaient, je les regardais"* (42 ans, de Çanakkale).
- 43 *"Je suis femme au foyer. Je reste à la maison. Je m'ennuyais. Je voulais retourner"* (30 ans, de Konya).
- 44 *"Les rues se ressemblaient beaucoup. Les maisons étaient anciennes. C'était le mois d'août. Toute la ville était dépeuplée"* (28 ans, d'Edirne).
- 45 *"C'était très bizarre. J'ai beaucoup pleuré. C'était sale partout. Chez nous ce n'était pas comme cela"* (28 ans, de Pazarcik).
- 46 *"Les maisons se rassemblaient toutes. Toutes étaient très vieilles. Les gens étaient découverts. Ils s'embrassaient dans les rues. J'ai eu très peur. Je me disais : ces gens-là sont capables de te tuer"* (36 ans, de Çivril).
- 47 *"Il y avait des Arabes. Nous avions peur des Noirs. Nous avions des difficultés pour acheter ne serait-ce qu'un pain "* (51 ans, de Trabzon).
- 48 *"Ma grand-mère me disait que les yeux des giaour étaient sur leurs têtes. Si bien qu'avant de venir j'étais très paniquée"* (36 ans, de Gümüşhane).
- 49 *"Ils sont giaour, nous sommes musulmans. Je me demandais si l'on pouvait s'entendre"* (43 ans, de Mus).
- 50 Il n'est pas sûr que cette déception à chaud soit spécifique aux immigrées originaires de Turquie. Mais elle est considérablement aggravée par l'absence de références communes avec la société d'accueil. Malgré cette déception et certaines expériences individuelles négatives³⁶, les femmes jugent cependant *a posteriori* positivement le bilan de l'immigration. S'inscrire dans la durée leur permet aujourd'hui de mieux évaluer les coûts et les bénéfices, et surtout d'assumer l'installation en France comme un choix par rapport à la Turquie :
- "Il n'est pas nécessaire de faire la queue. Le médecin est payé par l'État. Mon Dieu ! Quelle abondance, quelle abondance"* (38 ans, de Sinop).
- "En Turquie, les enfants auraient été plus disciplinés. Nous aurions eu une meilleure maison. Mais en Turquie, la situation est mauvaise"* (28 ans, d'Edirne).
- "On a bien fait. Les problèmes économiques sont terminés"* (36 ans, de Çivril).
- "Les maisons sont plus confortables. La France est bien pour éduquer les enfants"* (48 ans, d'Usak).
- "J'ai bien fait. Si j'étais en Turquie, j'aurais été opprimée. Ici, je travaille librement. J'aime la France. Elle est plus avancée que la Turquie, du point de vue des soins médicaux, de l'absence de pots de vin [bakchich]"*.
- "Ici, j'ai découvert la tranquillité. J'ai échappé à l'obligation de faire paître les moutons du matin au soir"* (43 ans, Mus).
- "J'ai compris que les giaour sont des gens comme nous"* (36 ans, de Gümüşhane).
- 51 Ce bilan se reflète aussi dans le jugement qu'elles prononcent sur diverses institutions françaises. La télévision française, par ailleurs fortement critiquée pour ses émissions

"érotiques" ou "anti-turques", est néanmoins appréciée. 45 femmes (69,2% de l'échantillon qui s'exprime) la trouvent bonne, 10 seulement mauvaise. Le système médical, avec 94% d'opinions positives, est largement plébiscité. Une seule réponse est négative, quelques-unes neutres. L'école est jugée bonne par 49%, seules quelques réponses sont négatives, les autres, celles notamment qui n'ont pas d'enfants à l'école, ne s'exprimant pas. Les femmes de la frange de la communauté réputée "intégriste" plébiscitent également les banques, domaine pourtant réservé à leurs époux : seules trois réponses sont négatives, la majorité les jugent "solides". De même les HLM rencontrent 31 opinions favorables contre 39 qui émettent des opinions défavorables.

- 52 Il ne serait pas exagéré de conclure que ces jugements positifs traduisent un certain degré d'"intégration" par le biais de l'expérience qui est en cours. Mais il s'agit néanmoins d'une intégration "utilitaire", se faisant, souvent par mari interposé, là où on a intérêt à s'intégrer. Pour le reste, les femmes, plus que les hommes, vivent en dehors de la France, de larges secteurs de la société française restent inconnus : à titre d'exemple, seules 11 femmes, dont les jeunes de la pseudo-deuxième génération ont une opinion sur les politiciens. L'institution municipale, qui a pourtant servi de modèle aux mairies en Turquie, est également largement méconnue. Il est inutile de mentionner, que compte-tenu de faibles connaissances linguistiques, la presse française est presque inconnue.
- 53 Si la communauté, et les femmes qui la composent, a réalisé un certain niveau d'"intégration", celle-ci n'est pas moins freiné par des obstacles de taille. Seules 13 femmes ont suivi un cours d'alphabétisation, dont 3 seulement pendant 3 mois ou plus. Seules 29 ont suivi un stage de langue, dont seulement 5 pour une durée de 3 mois ou plus (au moment des enquêtes, 12 de ces 29 poursuivaient encore le stage). En outre, elles ont rarement eu accès à des informations dans leur langue sur la France, qui aurait pu leur permettre d'en user comme véhicule d'intégration.
- 54 Par ailleurs, ce processus d'intégration qui s'inscrit dans l'expérience est sectoriel et s'insère dans le tissu de contradictions qui marque l'aventure migratoire. A titre d'exemple : l'école est applaudie, certes, mais dans la plupart des cas, les femmes (autant que leurs époux) sont incapables de dire dans quelle classe sont leurs enfants. Comme nous l'avons vu, leurs espoirs résident dans l'école publique et ce d'autant plus que la réussite scolaire est la condition *sine qua non* de la réalisation des projets d'avenir. Mais l'investissement communautaire dans le domaine scolaire va aux cours coraniques. L'hôpital est plébiscité, mais cela ne signifie pas que l'idée de la santé préventive fasse son chemin et que de multiples superstitions, faisant le bonheur des marabouts turcs et africains, disparaissent.
- 55 Au contraire, s'agissant des enfants notamment, les femmes ne comprennent tout simplement pas pourquoi il faut conduire un enfant en bonne santé à l'hôpital et la volonté de mettre leurs bébés à l'abri du "mauvais œil" des autres ne manque pas. La télévision est appréciée, mais à travers elle, ce sont les gestes plus que la langue française qui deviennent le vecteur d'acculturation : à travers elle, c'est aussi *Santa Barbara* qui est plébiscitée et qui permet l'ouverture vers le monde non-turc. L'antenne parabolique permet d'ailleurs de nos jours de la remplacer par sa version en turc. Les projets se basent sur la France, mais l'achat de biens immobiliers se fait surtout en Turquie qui demeure aussi le lieu par excellence de la sépulture. Il ne faut guère chercher des raisons économiques dans ce choix. L'investissement dans le pays, sur la terre des ancêtres (et surtout, celle de la mère pour les femmes) est considérée comme

un gage de non-trahison ou en tout cas, de leur fidélité affective. La première génération de l'immigration originaire de Turquie semble en effet être dans l'impossibilité d'inventer d'autres formes d'expression de cette fidélité que celle, très concrète, de l'acquisition de la terre, donc d'une parcelle réelle du village ou du département.

Conclusions et prévisions

- 56 Les ambivalences que nous avons observées au cours de cette étude vont continuer. L'immigration dans sa totalité, mais plus particulièrement l'immigration féminine continueront à vivre avec ces contradictions et à leur donner un sens. La "cohérence complexe"³⁷ va donc déterminer durablement l'immigration, en créant sans cesse des tensions internes. Il est évident que la deuxième génération change d'ores et déjà les données de cette immigration et invente son propre mode de vie et d'action. Elle sera amenée, à la longue, à élaborer également une normativité et un contrôle social qui lui soient propres. Le syncrétisme observé ailleurs par Camille Lacoste-Dujardin³⁸ est également un élément qui voit le jour dans le cadre de l'immigration turque. Il est évident que cela constitue une voie amenant à l'intégration.
- 57 Toutefois, il n'y a aucune raison de penser que ces changements, ainsi que l'acquisition de la langue, permettront à la deuxième génération de surmonter ces contradictions. Cette évolution, déjà en cours, n'empêche nullement la persistance, voire le renforcement du modèle familial qui avait dominé l'expérience de la première génération. A titre d'exemple : alors que les mariages contractés par les membres de la deuxième génération sans passer par les parents se soldent souvent par des échecs ou par la rupture avec la communauté, les mariages contractés sous la houlette de la première génération s'avèrent solides : il s'agit de mariages arrangés, incluant le versement du prix de la fiancée, privilégiant d'une part, le pays d'origine d'autre part les parents proches³⁹.
- 58 L'immigration, pas plus que la "modernité" ne parviennent donc à changer ce modèle conjugal. Ainsi, A. Gökalp n'a-t-il pas tort de souligner que l'"évolution semble donc militer en faveur du mariage des cousins parallèles", car "la haute compétitivité des lignages alliés de l'échange généralisé est déstabilisatrice, de nature à créer des situations non maîtrisables pour un seul homme" et de continuer : "la question qui se pose aujourd'hui, à travers le passage des Turcs à une société à dominance urbaine, et surtout à travers l'expérience migratoire, c'est la persistance, voire le retour en force de ces structures matrimoniales traditionnelles, et parmi celles-ci la remise en vigueur du mariage parallèle"⁴⁰. Par ailleurs, la prépondérance du pays d'origine dans les choix matrimoniaux est de nature à perpétuer la communauté en lui injectant sans cesse du "sang frais" et à enrayer les effets de l'intégration lorsque celle-ci risque d'échapper au contrôle de la première génération.
- 59 Ces données sociologiques et anthropologiques continueront, selon toute vraisemblance, à dominer l'avenir proche de l'immigration féminine originaire de Turquie. Le volontarisme des pouvoirs publics ou des intellectuels issus de cette immigration afin de changer ces réalités risque d'être contreproductifs. Il est en outre susceptible de renforcer davantage le contrôle social de la communauté sur les jeunes et d'élargir la marge de manœuvre des acteurs politiques dépendant des organisations-mères en Turquie.
- 60 En effet, force est de constater que l'avenir de l'immigration au féminin est hypothéqué par celui de l'immigration dans son ensemble et de son évolution. Or, cette évolution

elle-même dépendra de plusieurs facteurs dont la stabilisation ou non de l'immigration dans tous les sens du terme. Force est de reconnaître qu'il s'agit là de la condition *sine qua non* de la formation d'une communauté enracinée, attentive aux problèmes qu'elle rencontre dans le pays d'accueil, trouvant ses références d'abord en elle-même et dans son environnement plutôt que dans les enjeux d'un pays idéalisé, pour parvenir à faire accepter son originalité et sa légitimité, à la fois à la société d'origine et à la société d'accueil.

- 61 Nous observons cependant que les récentes tensions qui secouent l'immigration turque et la transforment, notamment en Allemagne, en un champ conflictuel, sont de nature à renforcer le poids des organisations politiques dans le contrôle social de la communauté. Elles constituent un facteur qui pousse l'immigration à une mobilisation continue en faveur d'enjeux concernant le pays d'origine et ce, au détriment des enjeux du pays d'accueil. L'avenir de cette immigration reste donc pour le moment dépendant de "là-bas". De tels bouleversements créent nécessairement des retards dans l'intégration de la communauté. Souvent non politisées⁴¹, les femmes immigrées baignent également dans une atmosphère hautement conflictuelle, elles voient leur propre champ d'action se rétrécir. En effet, dans les moments denses de mobilisation pour des enjeux concernant le pays d'origine, les femmes sont confrontées à des exigences multipliées. Elles ne sont alors pas uniquement invitées à se "conformer" elles-mêmes à une discipline dictée par un esprit de repli, ou en contrepartie de la protection assurée par des acteurs politiques, mais encore à remodeler l'éducation des enfants en ce sens. Ainsi, la place occupée par les acteurs mobilisés dans le contrôle social s'accroît. A cela, il convient d'ajouter que l'arrivée de nouveaux éléments très politisés de Turquie risquerait encore davantage de remettre en cause les équilibres intra-communautaires. Le refus de nouvelles vagues d'immigrés, si souvent exprimé par la communauté, ne doit pas être pris à la légère. Les femmes interrogées, notamment, ne tiennent pas uniquement à se distinguer de l'"autre" étranger, du Maghrébin plus particulièrement, mais aussi souvent de l'"autre" Turc, qui donne une mauvaise image de la communauté. Les témoignages sur ce point sont nombreux et montrent comment ces femmes peuvent développer un sens de l'humour aigre, tournant à l'auto-dérision⁴².
- 62 Mais, derrière cette auto-dérision, on observe également un souci majeur de la communauté, qui est de parvenir à une stabilisation par le refus de nouvelles vagues d'immigration⁴³. Les immigrés, femmes ou hommes, de cette communauté ou probablement des autres, n'auraient sans doute pas de scrupules à devenir les meilleurs défenseurs des accords de Schengen.
- 63 Le deuxième point à évoquer à propos de l'avenir de cette immigration est que les structures prévues, notamment en France, ne sont guère appropriées aux besoins et ne visent nullement à l'intégration. Le refus d'utiliser la langue d'origine, combiné à l'insuffisance de moyens, crée un obstacle de taille à la connaissance de la société française. La faiblesse quantitative des cours d'alphabétisation dont le succès reste, même dans les meilleures conditions, limité, laisse les observateurs sceptiques. Partant de ces données, on peut difficilement envisager une participation féminine à la vie professionnelle. Une politique qui consiste de plus en plus à désigner certains groupes comme "groupes à risque" à tenir sous contrôle, qui fait d'ailleurs le pendant non déclaré des accords de Schengen, poussera les immigrés à se replier sur le cadre

communautaire et à renforcer les solidarités internes au détriment des perspectives d'intégration.

- 64 Cela risque d'avoir des conséquences pour la deuxième génération, notamment féminine. Celle-ci souffre d'ores et déjà de l'absence de structures et de programmes spécifiques destinés aux jeunes d'origine immigrée. L'absence de solution consensuelle sur l'affaire des foulards, à son tour, aboutit à l'exclusion de nombreuses jeunes filles de l'école, les condamnant ainsi à retourner dans le giron de la première génération, sinon des acteurs politiques, désormais les seuls capables de les incorporer et leur apporter des réponses globales, expliquant leur malheur.
- 65 Ainsi, retour au modèle ancien (mariage et maternité précoces, absence de vie de travail etc.) et politisation porteuse d'"émancipation", comme pour les jeunes filles "féministes" et "islamistes" en Turquie, risquent de se présenter comme les seuls choix disponibles pour la deuxième génération féminine de cette immigration.
- 66 En dernier lieu, il convient de souligner l'insuffisance des acteurs médiateurs issus de la communauté et disposant à ce titre d'une double légitimité : auprès des immigrés et auprès de la société française. Plus d'initiatives et plus de moyens allant dans ce sens semblent nécessaires. Ces initiatives, lorsqu'elles existent, tentent d'obtenir une médiation entre la société française et la communauté, bien entendu, mais aussi et surtout, entre la communauté et les femmes, plus particulièrement celles de la deuxième génération. Malgré leur nombre réduit, elles ont montré que loin de tout volontarisme, elles pouvaient dénouer des situations complexes. La capacité de la deuxième génération féminine, quelles que soient ses options politiques, à multiplier ces initiatives et les rendre fructueuses, sera déterminante pour l'avenir des femmes originaires de Turquie en France.

NOTES

1. Il existe cependant quelques mémoires universitaires sur le sujet. L'un d'eux vient de faire l'objet d'une publication : A. Vega, "Tradition et modernité au Kurdistan et en diaspora", *Peuples méditerranéens*, n°68-69, 1994, pp. 107-142. Signalons aussi les articles de Gaye Salom dont "Les jeunes filles turques en France", *Informations sociales*, octobre-novembre 1991, pp. 34-42 et "Jeunes de l'immigration turque : stigmates de l'identité", *Migrants-Société*, n°20, 1992.
2. Cf. notamment Mansour Fehmi, *La condition de la femme dans l'Islam*, S.I., Allia, 1990 et surtout S. Asim, *Osmanlı'da kadınliğin Durumu (Türk kadının Tereddidi Yahut Karilasmak)*, édité par Metin Mart, Istanbul, Arba, 1989 (première édition : années 1910)
3. Pour la Turquie, cf. entre autres R. Savas, Hz. Muhammed Devrinde Kadın, *Istanbul*, Risale Yayinlari, 1992, I. Arsel, *Seriat ve Kadın*, Istanbul, Tümda Yayinlari, 1991, 9ème édition. Précisons aussi que ses écrits sur la vie sexuelle de Mahomet ont été l'une des raisons de l'assassinat de Turan Dursun, homme religieux ayant perdu la foi.
4. L'époque de Mahomet et des premiers califes, littéralement "le siècle du bonheur".
5. Ainsi, dans un livre destiné aux immigrés, nous lisons : "le déshonneur de l'Occident ne peut devenir ta mode/Tu n'es pas une prostituée, tu dois obéir au Coran/Les croyantes couvertes sont

la fierté de l'Islam/Le fichu des dames musulmanes est leur honneur", M. Sahin, Bu Gidis Nereye ?, Cologne, Eritim Yayinlari, 1989 (4ème édition), p.96.

6. "Le sentiment d'appartenance privilégié à une minorité perçue comme menacée et sur la défensive (qui se réduit souvent à une "identification de principe" chez des sujets qui ont rompu avec ces valeurs) suffit pour comprendre ces réflexes de solidarisation brusque et momentanée de l'ensemble du groupe avec ceux de ses membres qui sont en cause", C. Camilleri, "Communautés, Immigration, Intégration", *Migrants-Formation*, n°86, 1991, p. 28.

7. Cf. sur ce sujet F. Adelhah, "La république entre fauteuil et tapis : la société et le pouvoir", in J-F Bayart, F. Adelhah, O. Roy, *Thermidor en Iran*, Bruxelles, Complexe, 1993, pp.53-89.

8. Cf. M. Sahin, *op.cit.*

9.

Femmes originaires de Turquie, en collaboration avec Mme Gaye Salom, rapport préparé pour le FAS, 168+24 p.

10. Au moment de l'enquête, 17 avaient entre 21-25 ans, 19 = 26-30 ans, 8 = 31-35 ans, 26 = 35-40 ans, 20 = 41-45 ans, 12 = 46-50 ans, et 4 plus de 50 ans.

11. Cela est vrai également pour la Turquie en général. En 1985, 8,9% des hommes et 28% des femmes étaient analphabètes. Ces proportions sont respectivement de 10% et de 31% en 1995 (Hürriyet, 18.03.1994). L'immigration turque d'une manière générale est marquée par le bas niveau d'éducation. Cf. l'étude comparative d'U. et A. Manço, "Les Turcs de Belgique. Identité et trajectoires d'une minorité", Bruxelles, *Info-Türk*, 1992, p. 79.

12. Ainsi, un habitant d'un quartier nouvellement construit d'Ankara, habité par des gens originaires d'Erzurum, explique : "Lorsque nous nous promenons dans les rues, nous faisons attention à tout ce que les autres font. Nous *contrôlons* (sic !) avec qui les femmes et les filles parlent, comment elles sont habillées, si leur tête est couverte. Et lorsqu'elles nous voient, elles se reprennent aussitôt d'elles-mêmes car elles nous respectent. Nous sommes leurs aînés. Si elles ne le font pas, nous irons parler à leur père ou mari, eux se chargeront de leur donner une bonne leçon. C'est grâce à notre parentèle et à tous ceux qui sont de la même région que nous n'avons pas d'inquiétude lorsque nous sortons de la maison", cité par A.G. Ayata "Gecekondularda Kimlik Sorunu : Dayanisma Örgütleri ve Hemsehrilik", *Toplum ve Bilim*, n°51/52, 1991, pp.95-96.

13. I. Leonetta-Tabaoda, "Stratégies identitaires et minorités", *Migrants-Formation*, n°86, 1991, p. 72.

14. Cf. sur ce sujet Cl. Geertz, "Ideology as cultural system", in D. Apter (éd.), *Ideology and Discontent*, New-York, The Free Press, 1967.

15. Ainsi, nous avons demandé aux femmes de citer, par ordre décroissant trois défauts majeurs et trois défauts mineurs que l'on peut trouver chez un homme. Les jeux de hasard et l'alcool ont occupé les deux premières places. "S'amuser avec d'autres femmes" et "abandonner femme et enfants" étaient cités uniquement par 33 d'entre elles comme défauts majeurs. Cela semble s'expliquer par le fait que la communauté tolère qu'un homme ait une maîtresse, mais elle n'accepte pas pour autant qu'il abandonne femme et enfants. Entre les deux défauts, il y a un grand pas que peu d'hommes peuvent franchir sans risquer l'exclusion de la communauté. De même, les boissons alcoolisées ne sont pas condamnées parce qu'elles sont alcoolisées mais parce que leur consommation démesurée a des répercussions très négatives sur la vie du couple, les rapports avec les enfants etc. voire sur la vie du quartier.

16. L'assassinat à Colmar en 1994 d'une jeune fille turque par ses proches montre cependant que la sanction peut également devenir physique. Cette adolescente s'était rendue coupable de deux "crimes" : flirter avec un Marocain (pourtant musulman !) et avoir cherché refuge auprès des autorités françaises pour se protéger de sa famille et de sa communauté.

17. A titre d'exemple : "Je suis issue de la ville. J'étais habituée à des minijupes, à la mode, etc. Ici, ils m'ont qualifiée de prostituée, de femme de *kâfir*. Ici, j'étais obligée de m'adapter aux Turcs" (26 ans, d'Izmir, 5 ans de scolarité). "Ici ils ont blâmé mon maquillage et ma jupe qui descendait [pourtant] jusqu'aux genoux. J'ai été privée de tout. J'ai été obligée de m'adapter à celles d'ici. Je suis restée misérable, comparée aux nôtres [restées en Turquie]" (42 ans, de Siverek, 5 ans de scolarité) ; "Les autres Turcs m'ont blâmée, je me suis couvert la tête" (23 ans, de Yozgat, 7 ans de scolarité). "Les voisins ne nous rendent pas visite prétextant qu'on est découvertes. Il n'y a que la voisine de Maras qui vient. Les autres sont très sauvages. Elles ne sont pas venues à notre deuil" (24 ans, de Gaziantep).

18. J. Barou, "postface" à M-L. Bonvinci, *Immigrer au féminin*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1992, p. 139.

19. A la question "vos enfants vous parlent-ils de leurs problèmes ?" les réponses ont été dans la plupart des cas les suivantes : "comment? quels problèmes peuvent-ils donc avoir?" (37 ans, d'Ürgüp, mère de 4 enfants dont une fille de 13 ans) ; "elles sont petites. Que peuvent-elles donc raconter ?" (36 ans, de Gümüşhane, mère de 6 enfants dont trois filles de 10 à 13 ans) ; "quels problèmes peuvent-ils donc avoir ? La fille a eu un problème [un petit ami français] nous l'avons engueulée [*azarladik*], elle est revenue dans le droit chemin [*dogru yola geldi*]" (47 ans, mère de 5 enfants dont deux filles de 26 et 24 ans) ; "s'ils sont malades, ils le disent, bien entendu" (28 ans, de Konya, mère de 3 enfants dont un garçon de 9 ans) ; "quand ils sont battus à l'école, ils le disent" (31 ans, mère de 5 enfants) ; "si elles ont des discussions avec des filles arabes et françaises, elles nous en parlent" (40 ans, mère de 6 enfants). Une assistante sociale nous relatait, lors d'une formation, que la mère d'une fille de 13 ans qui avait fait une tentative de suicide s'opposait à l'envoyer chez un psychologue, car la tentative ne s'expliquait pas par le fait que sa fille avait "des problèmes", mais par les forces surnaturelles.

20. Selon les études de l'INED, "aucun groupe d'immigrés ne comporte les signes d'un repli identitaire aussi nets et répétés que celui de Turquie". Selon cette étude, seuls 16% des Turcs savent lire et écrire en français, et les femmes "sont presque totalement coupées de la société française", Cf. B.V.D. "Le repli des Turcs", *Libération*, 22.03.1994, p. 6.

21. Les réactions peuvent varier : "ils n'aiment pas du tout les Turcs. Ils nous haïssent" (42 ans, de Çanakkale), "ils choisissent [les Français] dès qu'il s'agit d'offrir un emploi. Les problèmes liés aux papiers ne sont pas résolus. Ils ne nous aiment pas" (27 ans, de Pazarcik) ; "je supporte mal qu'ils considèrent les enfants comme *étrangers* (en français). Ils ouvrent leurs portes aux Arabes, ils nous les ferment" (34 ans, de Sarkisla) ou alors : "les Français sont très bien. Ils [nous] aident beaucoup" (24 ans, d'Isparta) ; "ils sont bien. Ils n'aiment pas les Arabes. Ils aiment les Turcs" (30 ans, de Konya) ; "comparés aux Arabes, on est bien vus" (37 ans, de Nigde) ; "nous essaierons de nous intégrer et de garder notre culture. Ils essayent de nous comprendre et de respecter notre culture" (24 ans, de Kars).

22. Nous ne disposons pas d'enquêtes comparatives entre les Français et les Turcs. Les chiffres de la RFA pourront cependant nous donner une idée : 81,5% de Turcs contre 36,1% des Allemands possèdent un magnétoscope. "Les Turcs sont l'avenir de l'Allemagne" trad. *Der Spiegel in Courier International*, 30.09.1993.

23. En effet, l'immigration turque représente un regroupement familial à l'échelle européenne, ce qui aboutit à la multiplication des visites dans les autres pays européens au détriment des visites en Turquie.

24. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un fait nouveau. Cf. Les opinions des immigrés turcs sur des femmes occidentales, recueillies par Gaye Petek-Salom et Pinar Hüküm in "Après Kemal Atatürk, qu'en est-il de l'émancipation des femmes ?", *Peuples méditerranéens*, n°22-23, 1983, pp. 161-180.

25. Le contrôle social ainsi que l'activisme religieux, combinés à l'exclusion des jeunes filles portant le foulard, ne manquent pas de produire des effets alarmants. Ainsi, un correspondant du *Monde* rapporte de Tenay (Ain) : "Dernière raison d'espérer, et non la moindre : une petite turque figure parmi les meilleurs élèves de son CM2. Reste à convaincre ses parents qu'il faut poursuivre en 6ème. Sa sœur aînée, 13 ans, ne s'est jamais présentée au collège malgré l'intervention de gendarmes. Depuis qu'elle ne fréquente plus l'école, elle ne sort plus des cités, dit-on, que le visage enveloppé d'un foulard", Ph.Bo. "Un village à l'heure turque", *Le Monde*, 01.12.1989.

26. La dimension religieuse explique en partie le fait de se "couvrir". Ainsi, les femmes aléviées sont souvent obligées de se couvrir pour éviter la colère de leurs voisins sunnites. Mais la dimension culturelle n'est pas non plus à sous-estimer. Ainsi, telle femme explique qu'elle se couvre malgré l'opposition de son mari, telle autre précise qu'elle se couvre depuis qu'elle est grand-mère, le "foulard" correspond dans son cas à un symbole lié au "grade" ou au statut.

27. Malgré une pratique qui ne cesse de démontrer l'hostilité de la communauté par rapport aux mariages mixtes des jeunes Turques avec des Français, les femmes ont un discours relativement ouvert également sur ce point ; elles sont 52 à accepter les mariages mixtes de leurs fils, 38 de leurs filles. Deux remarques doivent cependant relativiser cette ouverture : dans la plupart des cas, il s'agit d'une éventualité très hypothétique car les enfants ne sont pas encore à l'âge du mariage ; et au moment de la décision, c'est l'attitude du mari qui est déterminante.

28. Il est de 3,7 pour notre échantillon-mère.

29. Contrairement à un avis très répandu, l'Islam n'interdit ni la contraception (à condition qu'elle ne soit pas "médicinale") ni l'avortement (à condition que les organes du fœtus ne soient pas formés). Cf. I.Kara, A. Debbagolu, *Islam Ilmihâli*, Istanbul, Dergâh Yayinlari, 1979.

L'opposition à ces politiques s'explique souvent par une vision culturelle et politique qui amalgame démographie et puissance. Ainsi, le discours "Turquie : superpuissance de 100 millions d'habitants" est largement répandu en Turquie.

30. Une femme interrogée par une sociologue turque à Istanbul explique ce mécanisme : "le mari, même s'il a dix fils, ne voudrait pas perdre un garçon. Lorsqu'il apprend que la femme a fait une fausse-couche, il se fâche un peu mais que peut-il faire ? Il [ne peut que créer des disputes]. Elle explique aussi que désormais, dans certains endroits, c'est l'homme qui se sent obligé de donner sa signature à l'autorisation d'avortement : "voilà, il concède. Il est très difficile d'élever les enfants. Surtout dans cette ville, à Istanbul, c'est si difficile". S. Tekeli, *Kadınlar İçin*, Istanbul, Alan Yayinlari, 1988, p. 238.

31. Nous trouvons ce fait notamment dans le domaine de l'éducation. L'école en France est plébiscitée par les immigrés. En tous cas c'est sur elle que repose la plupart des projets et c'est elle qui est censée donner une bonne position aux enfants et, à travers eux, aux parents. Mais rares sont les parents qui acceptent de faire des sacrifices supplémentaires pour l'école (suivi scolaire, etc.). En contrepartie, les cours coraniques, financés par les parents, constituent souvent un gouffre pour le budget de la famille. L'espoir réside dans l'école publique, les investissements vont aux cours coraniques. La raison n'est pas uniquement à chercher dans la mainmise des organisations religieuses ou des hoca envoyés par Ankara. Les cours coraniques assurent une socialisation parallèle, intra-turque. Mieux que l'ELCO, souvent critiqué par les parents, ils forment le *Turc* et non le *hatib*. Comme le remarquait Gündüz Vassaf au début des années 80, ils établissent la *continuité*, permettent au père et au fils de se réaliser comme semblables, d'assurer la transmission. Ces cours ne forment pas "l'individu musulman" mais "l'individu capable de se conformer [aux exigences du statut] de l'enfant musulman". G. Vassaf, *Daha Sesimizi Duyurmadık. Avrupa'daki Türk İscî Çocukları*, Istanbul, Belge Yayinlari, 1983, p. 139.

- 32.** 76 femmes interrogées habitent dans des HLM ou des logements tels que ceux des sociétés municipales, 33 dans des logements loués à des particuliers, souvent étroits et sans sanitaires privés. Seules trois familles ont acheté une maison en France.
- 33.** "Tu ne connais pas Pazarcik. Les habits de là-bas n'existent pas ici. Tout le monde a beaucoup d'or" (28 ans, de Kahramanmaras) ; "Notre situation était meilleure là-bas. Nous avions tout" (50 ans, de Trabzon) ; "Nous étions riches. Nous avions des terres" (42 ans, d'Amasya).
- 34.** La volonté de changement est dans certains cas le principal motif de l'immigration.
- 35.** Il s'agit en effet d'un élément d'"identité imposée" équivalant, dans les termes de Hoggart, à "une sorte d'aliénation de soi, car ces groupes sociaux ne peuvent pas prendre conscience de leur identité à partir de ce qu'ils possèdent, mais par ce dont ils ont été privés", cité par C. Camilleri, J. Kasterstein, E.M Lipianski et al., *Stratégies identitaires*, Paris, P.U.F, 1990, p. 17.
- 36.** Entre autres : "j'étais plus heureuse en Turquie" (43 ans, de Nevsehir) ; "Nous sommes perdants, ceux qui sont restés sont devenus millionnaires" (42 ans, de Siverek).
- 37.** "Où l'on cherche à élaborer une formation capable d'assurer l'impression de non contradiction en tenant compte de tous les éléments en opposition", C. Camilleri, J. Kasterstein, E.M Lipianski et al., *op.cit.*, 95.
- 38.** Camille Lacoste-Dujardin, *Yasmina et les autres de Nanterre et d'ailleurs. Filles de parents maghrébins en France*, Paris, La Découverte, 1992.
- 39.** 13 femmes de notre échantillon étaient venues enfants en France. L'une d'entre elles était célibataire au moment de nos enquêtes. Sur les 12 autres, 6 s'étaient mariées avec des parents proches. Les maris de 8 d'entre elles étaient venus de la Turquie pour rejoindre leurs épouses. Sur les 5 autres, 2 ont divorcé et une a rompu avec ses parents. Ces femmes, qui ont mieux réussi que leurs mères dans la vie professionnelle (9 d'entre elles travaillent ou ont travaillé par le passé), n'ont pu cependant remettre en cause le modèle parental du mariage, et lorsqu'elles l'ont fait cela n'a pas abouti à une vie conjugale stable ou à faire coexister les parents et le mari.
- 40.** A. Gökalp, *Le prix de la tradition : les mariages turcs et les prestations matrimoniales*, Paris, CNRS, s.d.
- 41.** Peu d'entre elles avaient fréquenté des cérémonies politico-culturelles. Souvent, elles s'exprimaient avec un mépris certain pour les activités politiques ou religieuses. Certaines familles avaient décidé d'interrompre les "cours coraniques" parce que les hodjas étaient très politisés.
- 42.** "Les Français changent, ils nous disent : "vous n'arrivez pas à vous adapter dans votre propre pays, vous venez donc vous installer en France". Ils sont surtout contre ceux qui portent le *tchador*" (40 ans, de Sinop, 5 ans de scolarité) ; "Ils blâment celles qui se couvrent. Ils nous voient plutôt d'un mauvais œil... surtout à cause de nos vêtements. Les *chalvars* pleins de couleurs... On ne parvient pas à expliquer que cela fait partie de notre culture" (40 ans, de Sivas) ; "Certains d'entre eux sont tellement racistes [en français dans la conversation]. Mais les Turcs portent des *chalvars* comme dans le village. Les femmes portent des foulards bizarres. Il faut s'adapter au pays où tu vas" (41 ans, de Giresun, jamais scolarisée) ; "Ils voient d'un mauvais œil les Turques qui se couvrent la tête" (44 ans, de Gümüşhane, jamais scolarisée).
- 43.** Les femmes interrogées ont formulé des propos extrêmement violents par rapport aux Maghrébins, ce qui signifie qu'elles s'approprient le discours dominant pour se soustraire à la catégorie des "immigrés". Mais elles ont souvent des mots très durs à propos des autres Turcs, notamment ceux qui sont venus tardivement : "Les Français voient les Turcs comme misérables, sans conscience aucune. Et ceci à cause des Turcs qui viennent des régions rurales" (26 ans, de Nevsehir, 5 ans de scolarité) ; "Ils ont raison de critiquer les Turcs, ils ne payent pas leurs loyers" (28 ans, Konya, CM en France) ; "Ils ne veulent plus des Turcs. Ils sont nombreux. Les gens en ont

marre" (43 ans, de Mus, non scolarisée) ; "Ils ont raison de critiquer les Turcs. Ils ne paient pas le loyer. Ils font du bruit" (36 ans, de Çivril, non scolarisée) ; "Je n'ai pas vu de malveillance de la part des Français. Mais ils ne regardent pas les Turcs d'un bon œil. La police, la municipalité, les écoles... tout le monde se plaint d'eux" (42 ans, de Siverek, 5 ans de scolarité).

RÉSUMÉS

Les modifications dans le comportement migratoire, notamment celui de la communauté turque en France, laissent deviner une quasi égalité numérique hommes_femmes au sein de cette communauté avant l'an 2000. En raison de cela et du statut emblématique de la femme dans la perception française de l'immigration, ces femmes deviennent un enjeu contradictoire entre les deux formes de sociétés et les deux ensembles de valeurs culturelles avec le risque de l'exclusion notamment en ce qui concerne les jeunes générations assez isolées.